



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société TRIDEM PHARMA  
pour l'activité exploitée, ZA de la Balme, sur le territoire de la commune de Belberaud**

2011

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 511-2, L. 512-7 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 juin 2022 réglementant les activités de la plate-forme logistique que la société TRIDEM PHARMA exploite, ZA de la Balme, sur la commune de Belberaud ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2024 relatif à la visite d'inspection du 18 décembre 2023 de la plate-forme logistique exploitée par la société TRIDEM PHARMA à Belberaud ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 18 décembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun justificatif de conformité aux dispositions des points 1.2, et 4 avant dernier alinéa de l'arrêté ministériel susvisé n'était en possession de l'exploitant ;

Considérant, par voie de conséquence, que la conformité de l'installation à ces dispositions ne peut être établie ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société TRIDEM PHARMA de respecter les prescriptions applicables à son installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2024 susvisé a été porté à la connaissance de la société TRIDEM PHARMA, le 10 janvier 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 22 janvier 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La société TRIDEM PHARMA, dont le siège social est situé 500, rue de l'Hers à ESCALQUENS, exploitant une plate-forme logistique ZA de la Balme, sur la commune de Belberaud, est mise en demeure d'apporter les justificatifs du respect des prescriptions suivantes sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Point 1.2, annexe II de l'arrêté ministériel susvisé qui stipule :

*« L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :*  
– *une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;*  
– *ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;*  
– *l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;*  
– *la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;*  
– *les différents documents prévus par le présent arrêté.*

*Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.*

*Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

- Point 4 (avant-dernier alinéa), annexe II de l'arrêté ministériel susvisé qui stipule :

*« Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »*

**Art. 2.** – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

**Art. 5.** – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Art. 6.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TRIDEM PHARMA.

Fait à Toulouse, le

01 FEV. 2024

Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général,  
Serge JACOB